

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Quel avenir nous attend, nous éleveurs laitiers européens après la COVID-19 ? Nous étions bien conscients que le marché laitier européen, après la crise du coronavirus, serait radicalement différent de celui de l'année de comparaison 2019. Cette crise a montré, une nouvelle fois, que la mise en œuvre du **Programme de responsabilisation face au marché de l'EMB** est la seule manière de garantir aux producteurs un prix du lait rémunérateur.

Par exemple, chez nous en Italie, nous voyons que le **prix au producteur** s'est surtout effondré par rapport à l'année précédente pour les fromages à pâte dure (-22,1 %). A contrario les prix des produits frais sont revenus (+1,8 %), après une baisse initiale de la consommation, au niveau de 2019 (situation du marché [ici](#)).

Nous sommes naturellement inquiets de l'évolution des prix au producteur. Le prix du lait a baissé fortement presque partout en Europe. Encore une fois, nous, les éleveurs laitiers européens, sommes ceux qui ressentons le plus cette crise.

La croissance considérable des stocks nous montre bien à quel point la situation est sérieuse. En juin 2020, les stocks de beurre ont crû, au niveau européen, de 80 % et ceux de lait en poudre de 240 % par rapport au mois de mai. Le stockage, cet instrument obsolète, constitue toutefois une réaction trop faible et inadéquate face à une crise mondiale car il ne permet à l'Europe ni de piloter la production, ni d'aider ses producteurs. Des problèmes encore plus grands nous attendent d'ailleurs dans un avenir proche, quand les produits stockés reviendront sur le marché.

En l'absence d'une réduction des volumes coordonnée par l'UE, de nombreuses laiteries et entreprises ont imposé des réductions quasi-obligatoires de production. Des cas de non-respect unilatéral des contrats de livraison ont même été observés. Les initiatives qui devaient permettre aux organisations de producteurs de baisser leur production se sont également révélées être inefficaces et insuffisantes. Le prix du lait s'est effondré presque partout.

Notre seule stratégie pour survivre consiste à prendre en compte l'ensemble des coûts de production, avec un couplage simultané au marché des produits transformés, afin de créer un lien direct entre les consommateurs et les producteurs. Rappelons-nous que les prix de détail, ou du moins les prix au consommateur, n'ont baissé pratiquement nulle part en Europe et qu'ils ont même souvent augmenté, alors que les prix au producteur ont baissé. Il n'est pas acceptable que nous, les producteurs de lait européens, soyons les seuls acteurs du marché à devoir payer les pots cassés, quelle que soit la difficulté.

Pour nous, les producteurs, l'avenir passe donc davantage par un renforcement des liens entre la production, nos coûts de production, la transformation et le marché. Même pendant la crise, nous avons su présenter des propositions et des arguments convaincants, qui n'ont toutefois pas encore été suffisamment repris. Nous devons continuer à montrer au milieu politique européen que nous avons des solutions et des idées efficaces et applicables, comme le Programme de responsabilisation face au marché.

Bulletin de l'EMB septembre 2020

- Coblence : Avec des actions marquantes, les producteurs de lait de l'UE transforment le Coin allemand en Coin européen
- Marché du lait, arnaque ou mafia ? Pour le BDM, la redevance de bien-être animal manque d'ambition
- Étude des coûts de production du lait bio en Allemagne : pour chaque litre de lait comptabilisé, un manque à gagner – cela donne à réfléchir !
- Indicateurs de marché (au 2/09)
- Dernières nouvelles du Royaume-Uni
- Dernières nouvelles de Pologne
- APROLEP du Portugal

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Une autre proposition que l'European Milk Board pourrait soutenir serait de coupler les prix au producteur, et donc les prix des produits transformés, aux coûts de production. Augmenter la transparence dans la chaîne des approvisionnements, du producteur au consommateur, permettrait aussi de renforcer notre position en tant que producteurs et aurait des conséquences positives pour l'environnement et le milieu rural.

Roberto Cavaliere, membre du Comité directeur de l'EMB et président de l'APL Italie

Coblence : Avec des actions marquantes, les producteurs de lait de l'UE transforment le Coin allemand en Coin européen

aspects ^{@EMB} sociaux de la durabilité »

Leur appel aux ministres de l'Agriculture de l'UE : « Prendre en compte les

« Nous, les agricultrices et agriculteurs, sommes disposés à faire davantage en termes de durabilité, si nous pouvons être sûrs qu'à l'avenir, nos coûts de production – y compris un revenu équitable pour les producteurs – seront couverts et que les normes européennes ne seront pas sapées par des

accords commerciaux ! »

Découvrez les [vidéos](#) et [photos](#) des actions !

C'est sous cette devise qu'un bateau, portant des producteurs de lait de l'European Milk Board (EMB) et du BDM (*Bundesverband Deutscher Milchviehhalter*), appareille lundi du Coin allemand (*Deutsches Eck*) à la rencontre des ministres de l'agriculture de l'UE réunis à Coblence. Ces agriculteurs venus de toute l'Europe et les vaches à lait équitable, aux couleurs de plusieurs pays européens, qui se trouvent également sur le bateau, ont transformé pour la journée ce lieu en *Coin européen*. Il est le point de départ de **plusieurs actions marquantes des producteurs de lait**. En plus de leur croisière symbolique, le BDM et l'EMB réclament aussi des ministres de l'agriculture de l'UE présents, à travers une manifestation sur

place, qu'ils adoptent une vue plus large du thème de la durabilité.

Pour Erwin Schöpges, **producteur de lait belge** et président de l'European Milk Board (EMB), les actions de Coblence sont un signal important envoyé aux responsables politiques : « Nous, les producteurs de lait européens, sommes prêts à apporter notre contribution pour plus de protection de l'environnement et du climat et davantage de bien-être animal. Nous ne pouvons toutefois nous permettre plus de durabilité écologique que si les aspects sociaux et économiques sont pris en compte à importance égale. Ce n'est qu'ainsi que les exploitations pourront se maintenir et que les jeunes agriculteurs auront un avenir. » Lors de la manifestation devant la Rhein-Mosel-Halle, le lieu de la réunion des ministres de l'agriculture, Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB et originaire des **Pays-Bas**, ajoute : « Il ne faudrait pas non plus que les normes européennes soient contournées par des importations de pays tiers. Une stratégie complète de durabilité doit empêcher le dumping. Cela impose d'exclure les produits agricoles des accords de libre-échange. »

À midi, en mangeant à la cuillère la soupe symbolique cuisinée par les ministres de l'agriculture, censée représenter les errements de la politique agricole (en référence à une expression allemande signifiant « payer les pots cassés »), Boris Gondouin, producteur de lait de **France** et membre du Comité directeur de l'EMB, explique : « Une stratégie complète de durabilité doit aussi comprendre un prix du lait qui nous permette d'en vivre. En Europe, nous observons cependant un déficit chronique de couverture des coûts car les prix sont trop bas. La pandémie de coronavirus n'est qu'un épisode supplémentaire d'une longue série de crises qui continuent de tirer les prix payés aux producteurs vers le fond. » Son collègue Erwin Schöpges précise : « Pour nous, les représentants d'un secteur pour qui les crises ne sont pas une nouveauté, cette dernière crise nous démontre que les instruments comme le stockage ne sont que de fausses solutions. Nous avons besoin d'instruments de gestion de crise qui permettent d'adapter l'offre de manière flexible et temporaire. Avec notre [Programme de responsabilisation face au marché](#), l'EMB contribue activement à trouver une solution constructive.

« Ce n'est qu'avec des instruments de gestion de crise efficaces et une modification de la politique agricole européenne

que nous pourrions assurer dans le long terme une production durable de produits laitiers de haute qualité. Nous devons nous détourner du paradigme actuel (*grandes quantités et prix bas*), qui force les producteurs à produire des matières premières agricoles au prix le plus bas et à leurs frais, au profit d'une *production véritablement durable du point de vue social, économique et écologique* », résume Johannes Pfaller, membre du Comité directeur de l'EMB et producteur de lait d'**Allemagne**, l'après-midi sur le bateau qui l'emmène, lui et les autres producteurs de lait, sur la Moselle à la rencontre des ministres de l'Agriculture. Son appel aux ministres de l'Agriculture de l'UE est clair : « Si l'on veut obtenir une durabilité véritable en Europe et mettre en œuvre avec succès les stratégies prévues, comme le Pacte vert et « *De la ferme à la table* », il faut travailler avec et pas contre les agriculteurs. Asseyez-vous avec nous et travaillons ensemble à l'avenir de notre secteur. »

Les producteurs de lait de l'EMB ne s'en remettent pas uniquement à la politique, mais aussi à leurs propres forces et au contact direct avec les consommateurs. Par exemple, la marque *Le lait équitable*, qui a été lancée sur le marché dans plusieurs pays européens par les producteurs de lait eux-mêmes, montre que les prix rémunérateurs ne sont pas une chimère. Toutefois, pour qu'ils ne soient pas l'exception mais la règle, une condition doit être remplie : un cadre politique adéquat. Celui-ci devra voir le jour dans le cadre d'un dialogue poussé avec les agriculteurs de l'UE.

Contexte :

Voici une proposition permettant de rallier de manière constructive les producteurs de lait aux stratégies de durabilité de l'UE (en anglais).

Photos des journées d'actions

Pancartes utilisées lors des journées d'actions

Communiqué de presse de l'EMB du 31 août 2020

Marché du lait, arnaque ou mafia ?

L'organisation faitière du marché laitier (l'IP Lait) devrait gérer le marché laitier. Pourtant, elle n'a jamais fait respecter son propre règlement (cf. annexe, p. 2-3). L'organisation de défense des producteurs suisses de lait (Fédération des Producteurs Suisses de Lait = FPSL = Swissmilk), malgré d'importantes cotisations (moyenne par producteur.trice.s de lait = 2 290 frs par an ; soit 23,15 million par an), n'est pas capable de faire remonter le prix du lait. Pourtant, avec l'actuelle pénurie de beurre, cette augmentation devrait se faire automatiquement.

© uniterre

Le prix moyen payé aux producteur.trice.s de lait couvre actuellement moins de la moitié des coûts de production (selon Agridea, mise en valeur 2019 : le coût de production en plaine s'élève à 1,09 francs). De plus, la FPSL est membre de l'organisation sectorielle du beurre (34 % des parts) et a, à ce titre, acheté les droits d'importation des 1 000 premières tonnes de beurre. Comment peut-elle défendre les producteur.trice.s de lait dans ces conditions ? Il s'agit d'un conflit d'intérêts grave qui porte préjudice à une vraie défense des producteur.trice.s de lait (cf. 5-6) ! Les directions de nos organisations régionales comme, par exemple, Prolait ou Genossenschaft Zentralschweizer Milchproduzenten (ZMP) défendent-elles réellement leurs membres ? Sont-elles impartiales (cf. p. 8-9) ?

Cette situation dure depuis bien trop longtemps et détruit la filière du lait de centrale en Suisse. Dégouté.e.s et

épuisé.e.s, les producteur.trice.s de ce secteur arrêtent les uns après les autres (1995 : 44'360 ; 2019 : 19'048 = -57 % en 25 ans). L'ouverture de la « ligne blanche » (=suppression des taxes douanières) n'est qu'à deux doigts d'une mise en vigueur : pour preuve, les demandes d'importations de beurre en chaîne : une nouvelle demande d'importation de 1 800 tonnes de beurre a été faite par IP Lait. Cela suffit !

Nous demandons :

- Une refonte totale de l'IP Lait et de sa façon de fonctionner, en prenant exemple sur les interprofessions qui fonctionnent bien (p. ex. l'interprofession du Gruyère).
- En ce qui concerne la FPSL, des cotisations indexées sur le prix du lait départ ferme et des délégués représentant réellement leur base, SANS DOUBLE CASQUETTE, avec des durées de mandats limitées.
- En ce qui concerne les organisations régionales, sans pool laitier et sans indépendance véritable, elles n'ont pas leur raison d'être.
- Une revalorisation immédiate du prix du lait. Nous revendiquons un prix du lait qui couvre les coûts de production ; et non pas une augmentation de prix homéopathique et ridicule comme annoncée chez certains transformateurs pour début juillet (entre 0,6 et 1 centime par litre de lait). C'est une honte !
- L'abandon du lait segment B et du versement de la prime fromagère sur ce segment (versée illégalement !) (cf. annexe, p. 4).
- La mise en place, par la Confédération, d'une loi obligeant à ce que les produits soient achetés à un prix couvrant les coûts de production afin que la grande distribution arrête le dumping sur le dos des producteur.trice.s et la pression constante mise sur les transformateurs. Il est inadmissible que le lait coûte moins cher que l'eau !

La pénurie actuelle de beurre est l'exemple même du dysfonctionnement de la filière laitière ! Prix du lait insuffisant ? moins de producteur.trice.s ? moins de production de lait, et en plus, une mauvaise mise en valeur du lait pour les producteur.trice.s. A nos collègues producteur.trice.s de lait, qui voient leur revenu s'effondrer depuis 30 ans (passage d'un prix garanti de 1,07 francs à un prix moyen de 55 centimes aujourd'hui) : n'est-il pas temps de nous mettre d'accord et de revendiquer une véritable défense professionnelle ?

Retrouvez les explications et l'annexe dans l'article sur notre [site internet](#).

Extrait du communiqué de presse d'Uniterre du 13 août 2020

Pour le BDM, la redevance de bien-être animal manque d'ambition

La redevance de bien-être animal, proposée par le Réseau de compétence sur l'élevage (Kompetenzzentrum Nutztier-haltung), n'a pas déclenché l'enthousiasme au BDM. Cette proposition a été présentée sous la direction de l'ancien ministre fédéral de l'Agriculture, Jochen Borchert, pour financer la transition vers plus de bien-être animal et a été saluée par de nombreuses organisations et personnalités politiques. Cette Commission Borchert a proposé un prélèvement de 40 centimes par kilo de viande, de 2 centimes par kilo de lait ou par œuf et de 15 centimes par kilo de beurre et de fromage pour

financer des mesures pour améliorer le bien-être animal.

Pour le BDM, cette proposition d'un financement par le biais de prélèvements manque d'ambition et ne peut servir, au mieux, qu'à accélérer le lancement des plans de transformation. Revenir à un élevage économiquement intéressant, et qui offrirait des perspectives aux jeunes, nécessite de modifier les conditions cadres du marché, ce qui relève de la politique, et que la vente de nos produits agricoles à l'industrie de transformation nous permette de dégager des profits. La proposition actuelle n'est rien d'autre qu'une tentative de faire payer plus aux consommateurs, tout en permettant à l'industrie alimentaire et laitière de continuer à se procurer leurs matières premières au

prix le plus bas possible.

Le BDM invité à participer à la Commission sur l'avenir de l'agriculture

La Commission sur l'avenir de l'agriculture (ZK), initiée par la Chancelière Angela Merkel, doit trouver pour l'agriculture du futur des solutions viables, du point de vue économique et écologique, et qui soient acceptées par la société. Les premières propositions sont attendues à l'automne 2020. Le BDM a résumé dans un document de réflexion ses conceptions d'une politique de marché agricole porteuse d'avenir, qui permette à nos exploitations de continuer à se développer de manière économiquement durable, sans négliger les aspects sociaux et écologiques, ni les exigences croissantes en termes de bien-être animal. Le Président du BDM, Stefan Mann, a été nommé à la Commission sur l'avenir de l'agriculture.

Le BDM organise le dialogue sur le lait avec les organisations agricoles

À l'invitation du BDM, des représentants de l'EMB, de LsV, de MEG Milch Board, de l'AbL ainsi que de la fondation Bauern & Land Stiftung se sont rencontrés pour un dialogue autour d'une politique de marché agricole porteuse d'avenir et axée sur la création de valeur pour l'agriculture. Les stratégies existantes des associations et des organisations ont été débattues et il a été convenu de rédiger un document de réflexion reprenant les revendications d'un changement de cap dans la politique de marché agricole et d'abandonner le paradigme actuel, qui vise à fournir l'industrie alimentaire en matières premières à bas prix. Nos revenus principaux doivent, à nouveau, provenir de la vente de nos produits agricoles.

Le BDM demande que la directive PCD de l'UE soit élargie au niveau primaire

Le processus de mise en œuvre nationale de la directive sur les pratiques commerciales déloyales (PCD), qui est en cours, règle de prime abord les futures relations contractuelles entre la distribution et les transformateurs. Du point de vue du BDM, il ne permettra pas d'améliorer la position du secteur agricole sur le marché. Pour cela, il faudrait avant tout tenir compte des relations commerciales entre le secteur agricole et les transformateurs/laiteries. Le BDM n'a de cesse de le rappeler aux politiques.

De plus en plus de Länder allemands interdisent les longs transports d'animaux

Suivant l'exemple de différents états fédérés qui ont interdit le transport de bœufs et de veaux sur de longues distances entre les États membres de l'Union européenne, le Ministre-Président du Land de Thuringe, Bodo Ramelow, propose même de mettre un terme aux longs transports d'animaux en Allemagne.

Les prix au producteur connaissent une légère tendance à la hausse

Certaines laiteries ont indiqué qu'elles augmenteraient à nouveau leur prix au producteur. Cela ne devrait toutefois pas avoir d'impact notable au niveau de la moyenne fédérale des prix au producteur, qui tourne autour de 30 centimes par kg (4,0 % de matière grasse, 3,4 % de protéines). Les prix s'établissent sur une fourchette comprise entre 27 et 36 centimes par kg, les plus grandes laiteries étant plutôt en bas de l'échelle.

Hans Foldenauer, porte-parole du BDM (Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V.)

Étude des coûts de production du lait bio en Allemagne : pour chaque litre de lait comptabilisé, un manque à gagner – cela donne à réfléchir !

*Des coûts de production de 60,29 centimes par kilogramme de lait bio pour un prix moyen à la vente de 47,40 centimes : en d'autres termes, des frais qui ne sont couverts qu'à seulement 79 %. Tels sont les résultats de l'étude actuelle menée par le BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) au sujet des **coûts de production du lait bio en Allemagne** et commanditée par le European Milk Board (EMB), la fédération allemande des producteurs de lait (BDM) et le MEG Milch Board. Cette analyse tient aussi compte d'une rémunération équitable pour les éleveurs et éleveuses. Les chiffres mis en lumière par cette étude démontrent clairement que même les producteurs et productrices de lait bio vendent leur production au rabais.*

© EMB, BAL et MEG Milch Board

Klaus Vetter, agriculteur bio en Hesse et participant du groupe de travail créé dans le cadre de l'étude, nous a fait part de quelques réflexions.

Monsieur Vetter, que reprenez-vous de votre participation au groupe de travail ?

La participation à l'élaboration de l'étude était pour moi une expérience très enrichissante. Le plus intéressant selon moi était de constater combien l'accent était mis sur la pratique dans les exploitations. C'est particulièrement important pour l'agriculteur que je suis. Les résultats peuvent servir de référence à chaque agriculteur bio pour son exploitation.

Ces résultats vous ont-ils donné matière à réfléchir ?

Absolument ! Même s'ils ne m'ont pas vraiment surpris. Ces chiffres devraient nous inciter, nous agriculteurs bio, à passer à l'action dès à présent. Sinon, nous nous retrouverons à nouveau coincés dans le schéma dont nous voulions sortir. Pour que le secteur du bio soit pérenne, des perspectives économiques doivent être proposées à nos fermes. Ne perdons jamais de vue le manque à gagner pour chaque litre de lait vendu ! Ce manque est, en grande partie, compensé par le travail non rémunéré assuré par nos familles. Si ça ne donne pas matière à réfléchir...

Comment les agriculteurs bio peuvent-ils utiliser cette étude ?

Ce qui nous manquait jusqu'ici, c'étaient des chiffres tangibles. Après l'annonce en janvier 2019, de l'accord de commercialisation entre Lidl et Bioland, j'ai tout de suite compris que les agriculteurs bio devaient se constituer en un contre-pouvoir. Toutefois, à cette fin, il nous faut adopter une approche uniforme, dont le fondement serait une revendication commune sur les prix. Grâce à cette étude, nous disposons désormais d'une base solide.

Et ensuite ?

À mes yeux, nous, agriculteurs bio, devons nous atteler à une autre mission : le regroupement de la filière au sein d'une organisation des producteurs de lait bio. Ce groupement doit être actif sur tout le territoire allemand, voire mieux, s'étendre à l'échelon européen et s'ancrer en amont des laiteries. Il déterminerait le prix et gérerait les volumes selon les

besoins afin de prévenir la production excédentaire. Grâce à cette étude, nous pouvons désormais désigner le prix équitable et nos coûts de production. Maintenant, il s'agit aussi de convaincre les collègues de la nécessité de mettre en place une solide organisation des producteurs car, selon moi, c'est la seule voie à suivre. Alors, en route !!

Merci de nous avoir accordé cet entretien, monsieur Vetter.

Pour de plus amples informations, nous vous conseillons la lecture de la brochure publiée, en allemand, sur les coûts de production du lait bio en Allemagne (bientôt disponible en français) :

<http://www.europeanmilkboard.org/de/produktionskosten-der-milch.html>

Astrid Sauvage, European Milk Board

Indicateurs de marché (au 2/09)

© MMO, Observatoire du
marché du lait

par rapport à août 2019).

*Après un rétablissement temporaire, l'indice **Global Dairy Trade** a encore chuté de 1 % cette semaine (précédemment -1,7 % et 5,1 % respectivement). En août, le prix moyen du **lait spot italien** a baissé de 2,1 % par rapport au mois précédent pour atteindre 34,4 centimes par kg (-23,2 %*

Le **prix du lait dans les 27 États membres de l'UE** a également diminué en juillet. Il a encore baissé de 0,2 % et on l'estime à 32,5 centimes par kg. Les **prix du beurre dans l'UE** s'établissent à 340 EUR par 100 kg, ce qui représente une stagnation (+/- 0 %) par rapport à la semaine précédente, mais une hausse de 1,2 % sur les quatre dernières semaines. Les prix du **lait écrémé en poudre de l'UE** sont actuellement de 212 EUR par 100 kg, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à quatre semaines avant.

Les cours des **contrats à terme sur les produits laitiers** se sont légèrement appréciés à la bourse « European Energy Exchange » (EEX). Les contrats de lait écrémé en poudre pour novembre ont augmenté en comparaison hebdomadaire, par exemple, de 2,2 % au 1/09 pour atteindre 2 200 EUR par tonne ; pour le beurre, ils ont augmenté de 2,3 % sur la même période et s'établissent à 3 395 EUR par tonne.

European Milk Board

Dernières nouvelles du Royaume-Uni

Face à la progression de l'épidémie de COVID-19, le gouvernement britannique a imposé un confinement, y compris la fermeture de tous les établissements d'hôtellerie et de restauration. Alors que la production de lait connaissait une croissance d'environ 1 % par semaine, la demande a baissé dans le même temps de 2 millions de litres par jour. La demande de la distribution a crû mais n'a pas compensé entièrement la fermeture des établissements de restauration.

© Pixabay

En conséquence, les prix du lait spot ont chuté pour atteindre un plancher de 8 pence par litre dans la semaine du 6 avril. 5 200 agriculteurs, sur les 9 200 estimés en Grande-Bretagne, ont souffert d'une baisse du prix de leur lait comprise entre 0,5 et 4 pence par litre et plus. De plus, près de 500 fermes ont vu la collecte de leur lait annulée, 500 ont eu des versements différés, 2 200 ont reçu des demandes de réduire leur production de lait et 700 ont vu réduire le volume pour lequel on leur paie plein tarif.

Les agriculteurs en Angleterre et au Pays de Galles qui ont enregistré une baisse d'au moins 25 % du prix moyen du lait au producteur entre février et avril auront accès à un fond de secours. Le 30 juin, au moment de la clôture du programme d'aide au stockage privé de la Commission européenne, le Royaume-Uni avait inscrit 4 499 tonnes de fromage (100 % de son contingent) et 1 695 tonnes de beurre. Le pays n'a pas eu recours au stockage subventionné de lait écrémé en poudre.

Les mesures prises par les agriculteurs en avril et en mai, en réaction aux demandes des transformateurs de réduire les volumes, ont entraîné une baisse de la production de lait en Grande-Bretagne. Celle-ci était revenue à son niveau normal dès la fin juillet. Les prix de gros se sont partiellement rétablis et les prix au producteur sont revenus au niveau d'avant les chutes de prix d'avril et de mai. Le rétablissement du marché reste toutefois fragile et l'industrie laitière britannique continue de faire face aux défis posés par la COVID-19, le Brexit et des stocks de fourrage relativement faibles en raison des périodes de temps sec.

Patty Clayton, analyste en chef, AHDB (Agriculture and Horticulture Development Board) et Tim Hartl, EMB

Dernières nouvelles de Pologne

L'épidémie de coronavirus en Chine et les perturbations qu'elle a occasionnées dans la chaîne des approvisionnements du marché britannique risquent d'avoir un impact négatif sur le marché du lait de l'Union européenne et de la Pologne au premier semestre de 2020. En valeur, les produits laitiers sont la plus importante gamme de produits agroalimentaires en vente vers la

Chine.

En comptant le lait maternisé, la part du Royaume-Uni dans les exportations de produits laitiers de l'Union européenne était de pratiquement 23,8 % en 2019. La part de la Pologne est plus petite et représente environ 4,5 % (15 % des exportations hors de l'UE). Toutefois, la baisse des exportations de l'UE vers la Chine pourrait bien réduire également la demande en produits polonais sur le marché de l'UE.

La situation s'est aggravée avec la propagation du virus dans les pays de l'UE et à la suite des restrictions. Du point de vue des producteurs polonais, les perturbations associées à l'épidémie de coronavirus impacteront en premier lieu le lait en poudre. La Pologne est un important producteur de lait écrémé en poudre et de lactosérum. Ces produits sont surtout vendus sur les marchés internationaux. La production de lait en Pologne augmentera au cours des prochains mois et les surplus sont généralement transformés en lait en poudre. Bien que celui-ci se conserve relativement longtemps, l'accumulation des stocks – pas seulement en Pologne mais aussi dans d'autres pays de l'UE – pourra avoir un impact négatif sur les prix. De plus, le ralentissement de la conjoncture mondiale risque de faire baisser la demande de lait en poudre.

Le prix du lait est en chute depuis janvier ; en juin, il était à 29 euros pour 100 kg.

Nous observons également des changements dans les comportements des consommateurs. Les gens constituent des stocks d'aliments et ont commencé à faire davantage leurs achats en ligne. Il n'y a toutefois pas de pénurie de produits laitiers. Les PDG des plus grandes laiteries s'assurent que leurs usines tournent en continu.

À l'heure actuelle, il est difficile de dire comment et dans quelle mesure cette crise aura un impact sur les exploitations agricoles. Cependant, il est possible qu'un groupe d'exploitations connaisse des problèmes en raison de la quarantaine. Dans les exploitations individuelles où toute la famille est mise en quarantaine, on se demande tout particulièrement qui va s'occuper des vaches. La problématique de la collecte du lait dans ces exploitations faisait encore l'objet de nombreux questionnements jusqu'au 6 août, mais, après consultation du vétérinaire en chef de la province, une réponse a été trouvée : malgré la quarantaine, le lait peut être collecté dans des conditions sanitaires très strictes, car a) le coronavirus ne peut pas être transmis aux aliments, et b) le lait subit un traitement thermique qui le protège contre les virus.

Dorota ?migielska, analyste du marché du lait pour Polska Federacja Hodowców Byd?a I Producentów Mleka et Tim Hartl, EMB

APROLEP du Portugal

APROLEP est né, a grandi et a agi de la volonté, de l'engagement et du dévouement d'une poignée de producteurs et productrices de lait qui ont décidé de faire de leur mieux pour un avenir meilleur. L'organisation est née d'un cri de révolte qui serait perdu s'il était isolé. Nous devons avoir un message clair, réfléchi et cohérent.

© Paul Smyth, ICMSA

APROLEP n'était pas, n'est pas et n'a pas l'intention d'être un projet de conquête du pouvoir. C'est un projet de service et d'organisation qui entend mobiliser les capacités de tous et unir leurs forces pour faire quelque chose de positif pour le secteur. Nous avons emprunté cette voie sans demander ni recevoir de subvention, ne vivant que de la publicité dans notre magazine, des colloques, des cotisations des membres, mais surtout du bénévolat, du don extraordinaire de temps, d'attention et de compétences de nombreux collègues qui ont cru au projet et collaboré. APROLEP, c'est nous. Le pouvoir d'une association dépend de la force que ses membres y mettent.

Nous défendons un « juste prix » alors que cela ne semblait qu'une utopie, quand on nous disait que rien ne pouvait être fait pour réguler le marché et qu'il suffisait de réduire les coûts de production et de demander des subventions. Nous n'avons pas encore atteint cet objectif, mais la nécessité de payer un prix équitable pour notre travail et nos coûts de production est déjà assumée par l'ensemble du secteur et des responsables gouvernementaux, même au niveau européen. Nous avons averti que la fin des quotas irait mal. Nous défendons l'étiquetage de l'origine du lait et promouvons la consommation de lait et de produits laitiers nationaux, lorsque la mondialisation était la doctrine dominante. Le coronavirus est arrivé, les frontières ont été fermées, les étagères ont été vidées et tout le monde s'est rendu compte qu'il est important d'avoir une production locale et d'assurer la souveraineté alimentaire.

Nous ne sommes pas restés silencieux face aux attaques d'activistes qui veulent nous interdire d'élever des animaux pour nourrir la société. Nous avons montré que nous prenons soin du bien-être des animaux et cultivons la terre dans le respect de l'environnement pour produire une nourriture saine et complète qu'est le lait. Face à la pandémie, l'agriculture n'a pas cessé, les vaches n'ont pas disparu, mais la pollution a diminué car les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, y compris les transports, ont diminué.

Quelle production laitière voulons-nous pour le Portugal en 2030 ? Avec l'abandon des producteurs et productrices, nous perdons du poids économique, social et politique. Si nous perdons notre production, la viabilité de l'industrie laitière et l'approvisionnement de la population seront menacés. La prochaine PAC ne peut pas abandonner la production laitière au Portugal. La réduction continue du soutien depuis 2013 et le maintien de l'un des prix les plus bas d'Europe ont conduit à une réduction brutale du nombre de producteurs. Le secteur laitier et le pouvoir politique, aux niveaux régional et national, doivent travailler ensemble pour arrêter cette réduction des revenus et des producteurs.

Carlos Neves, Secrétaire général de l'APROLEP

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-septembre-2020.html>